

CONSEIL DE LA JUSTICE
ADMINISTRATIVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Renseignements particuliers
Opposition officielle

Document préparé par le Conseil de la justice administrative

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements	Page	
P.1	Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer : a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération ; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat ; inclure leur rémunération et leur CV ; d) la liste des personnes ayant démissionné de leur poste ; e) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	2
P.6	Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2025-2026. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	3
P.9	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2025-2026. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a) le mandat ; b) les membres ; c) le budget ; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ; e) le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026 ; f) les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.	4
P.11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2025-2026 : a) le nom de toutes les campagnes ; b) les coûts de ces campagnes ; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d) les dates de diffusion de la campagne ; e) les objectifs visés par chaque campagne.	5
P.12	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé.	6
P.29	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	7

Demande de renseignements		Page
P.50	<p>Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :</p> <p>a) le nom et l'adresse du professionnel ;</p> <p>b) la description du mandat ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation ;</p> <p>c) le coût horaire et le coût total du mandat réalisé jusqu'à maintenant ; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable ;</p> <p>d) les prévisions des coûts pour 2025-2026 et pour l'ensemble du mandat confié ;</p> <p>e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant ;</p> <p>f) une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.</p>	8

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **1**

Sommes dépensées en 2025-2026 (et prévisions pour 2026-2027) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Les dépenses relatives à l'informatique et aux technologies de l'information sont prises en charge par le ministère de la Justice.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question 2

Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer :

- a. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration;
- b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;
- d. la liste des personnes ayant démissionné de leur poste;
- e. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

A. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration

Le conseil n'a pas de conseil d'administration. Il s'agit d'un conseil de gouvernance pour lequel les membres sont nommés par le gouvernement suivant la *Loi sur la justice administrative* (article 168). Le président est chargé de la direction et de l'administration des affaires du conseil (article 171.1).

M. René Côté, président du conseil, nommé pour un premier mandat le 30 juin 2020, désigné président le jour même et renouvelé le 13 septembre 2023;
 M^e Annie Beaudin, membre d'office depuis le 9 avril 2025;
 M^{me} Martine Bégin, membre nommée pour un premier mandat le 12 juin 2024;
 M^e Meriem Benammour, membre nommée pour un premier mandat le 24 avril 2024;
 M^e Sonia Boisclair, membre nommé pour un premier mandat le 20 décembre 2023;
 M^{me} Manon Bonnier, membre nommé pour un premier mandat le 12 juin 2024;
 M^e Sylvain Bourassa, membre d'office depuis le 22 juin 2020;
 M^e Julie Charbonneau, membre nommée pour un premier mandat le 4 septembre 2019 et renouvelée le 15 mars 2023;
 M^e Chantal Denommée, membre nommée pour un premier mandat le 16 février 2022 et renouvelée le 14 mai 2025;
 M. Jean Dionne, membre nommé pour un premier mandat le 27 mars 2024;
 M^e Daniel Y. Lord, membre d'office depuis le 27 septembre 2023;
 M^e Cassandra Louis, membre nommé pour un premier mandat le 8 mars 2023;
 M^e Mélanie Marois, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020 et renouvelée le 21 février 2024;
 M^e Nicole Martineau, membre d'office, depuis le 14 octobre 2020;
 M^{me} Adriane Porcin, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020 et renouvelée le 21 février 2024;
 M. Pascal Roberge, membre nommé pour un premier mandat le 27 mars 2024;
 M^e Patrick Simard, membre d'office depuis le 27 septembre 2017.

B. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération

Aucun.

C. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M ^e Annie Beaudin	Membre	9 avril 2025	Nommée d'office	N/A

D. La liste des personnes ayant démissionné de leur poste

M^e Jacques David
 M. Stéphane Paquin

E. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

Prénom et nom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
M. René Côté	Président	719 \$	105 \$	45 \$
M. Pascal Roberge	Membre	67 \$	0 \$	N/A

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **6**

Copie du plan directeur informatique triennal ; indiquer les réalisations en 2025-2026. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

Les données se retrouvent, le cas échéant, au plan directeur du ministère de la Justice.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – Opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question 9

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires en 2025-2026. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- a. le mandat;
- b. les membres;
- c. le budget;
- d. le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- e. le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026;
- f. les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

Aucun.

Question **12**

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attiré au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2025-2026 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Aucun.

Question **50**

Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :

- a. le nom et l'adresse du professionnel;
- b. la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;
- c. le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- d. les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié;
- e. le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant;
- f. une comparaison du coût total de ces mandats avec les cinq années financières précédentes, pour chaque ministère et organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> . De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site internet de l'organisme. [Dépenses du Conseil de la justice administrative | Gouvernement du Québec](#) .

CONSEIL DE LA JUSTICE
ADMINISTRATIVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Renseignements particuliers
Deuxième opposition

Document préparé par le Conseil de la justice administrative

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements		Page
P.6	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours : <ul style="list-style-type: none">- le nombre de postes à combler;- le nombre de postulants;- la date;- la nature (concours réservé ou non);- le taux de réussite;- la répartition par région administrative;- la date de la publication des résultats.	1
P.16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.	2

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026.

Question **06**

Liste des concours de recrutement qui se sont tenus incluant, pour chacun de ces concours : - le nombre de postes à combler; - le nombre de postulants; - la date; - la nature (concours réservé ou non); - le taux de réussite; - la répartition par région administrative; - la date de la publication des résultats.

Aucun.

Question 16	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour la prochaine année.
--------------------	---

Aucune.

CONSEIL DE LA JUSTICE
ADMINISTRATIVE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Renseignements particuliers
Troisième Opposition

Document préparé par le Conseil de la justice administrative

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2026-2027

Demande de renseignements		Page
P.1	Indiquer la somme dépensée en 2025-2026 (prévisions pour 2026-2027) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	1
P.2	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer : a) la liste des employés ou des membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération; c) la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	2
P.5	Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2025-2026. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.	3
P.7	Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2025-2026, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser : a) le mandat; b) les membres; c) le budget; d) le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026; e) les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.	4
P.25	Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.	5
P.39	Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser : a) le nom et l'adresse du professionnel; b) la description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation; c) le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable; d) les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié; e) le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant.	6

N.B. À moins d'indications contraires, les données présentées dans le cadre de l'étude des crédits sont établies en date du 31 janvier 2026.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – 3e opposition officielle Étude des crédits 2026-2027

Question **1**

Indiquer la somme dépensée en 2025-2026 (prévisions pour 2026-2027) par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Les dépenses relatives à l'informatique et aux technologies de l'information sont prises en charge par le ministère de la Justice.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers –3e opposition officielle Étude des crédits 2026-2027

Question 2

Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère pour l'année 2025-2026, indiquer :

- a. la liste des employés ou des membres du conseil d'administration;
- b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération;
- c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat; inclure leur rémunération et leur cv;
- d. la liste des personnes ayant démissionné de leur poste;
- e. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

A. La liste des employés ou des membres du conseil d'administration

Le conseil n'a pas de conseil d'administration. Il s'agit d'un conseil de gouvernance pour lequel les membres sont nommés par le gouvernement suivant la *Loi sur la justice administrative* (article 168). Le président est chargé de la direction et de l'administration des affaires du conseil (article 171.1).

M. René Côté, président du conseil, nommé pour un premier mandat le 30 juin 2020, désigné président le jour même et renouvelé le 13 septembre 2023;
 M^e Annie Beaudin, membre d'office depuis le 9 avril 2025;
 M^{me} Martine Bégin, membre nommée pour un premier mandat le 12 juin 2024;
 M^e Meriem Benammour, membre nommée pour un premier mandat le 24 avril 2024;
 M^e Sonia Boisclair, membre nommé pour un premier mandat le 20 décembre 2023;
 M^{me} Manon Bonnier, membre nommé pour un premier mandat le 12 juin 2024;
 M^e Sylvain Bourassa, membre d'office depuis le 22 juin 2020;
 M^e Julie Charbonneau, membre nommée pour un premier mandat le 4 septembre 2019 et renouvelée le 15 mars 2023;
 M^e Chantal Denommée, membre nommée pour un premier mandat le 16 février 2022 et renouvelée le 14 mai 2025;
 M. Jean Dionne, membre nommé pour un premier mandat le 27 mars 2024;
 M^e Daniel Y. Lord, membre d'office depuis le 27 septembre 2023;
 M^e Cassandre Louis, membre nommé pour un premier mandat le 8 mars 2023;
 M^e Mélanie Marois, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020 et renouvelée le 21 février 2024;
 M^e Nicole Martineau, membre d'office, depuis le 14 octobre 2020;
 M^{me} Adriane Porcin, membre nommée pour un premier mandat le 18 novembre 2020 et renouvelée le 21 février 2024;
 M. Pascal Roberge, membre nommé pour un premier mandat le 27 mars 2024;
 M^e Patrick Simard, membre d'office depuis le 27 septembre 2017.

B. La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération

Aucun.

C. La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv

PRÉNOM ET NOM	TITRE	DATES DU DÉBUT	DATES DE LA FIN	RÉMUNÉRATION
M ^e Annie Beaudin	Membre	9 avril 2025	Nommée d'office	N/A

D. La liste des personnes ayant démissionné de leur poste

M^e Jacques David
 M. Stéphane Paquin

E. Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation

Prénom et nom	Titre	Frais de voyage	Frais de repas	Frais de représentation
M. René Côté	Président	719 \$	105 \$	45 \$
M. Pascal Roberge	Membre	67 \$	0 \$	N/A

Question **5**

Copie du plan directeur informatique triennal; indiquer les réalisations faites dans les trois dernières années et les prévisions pour 2026-2027. Indiquer également les sommes avancées au ministère de la Justice par le Fonds de suppléance du Conseil du trésor pour le développement des services de certification, et ce, pour assurer la sécurité des échanges électroniques impliquant le gouvernement, ses ministères et ses organismes.

Les données se retrouvent, le cas échéant, au plan directeur du ministère de la Justice.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – 3e opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question 7

Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, actifs en 2025-2026, dont a fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres instances avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, fournir une copie de tout document produit, et préciser :

- a. le mandat;
- b. les membres;
- c. le budget;
- d. le nombre de rencontres effectuées en 2025-2026;
- e. les résultats obtenus en 2025-2026 et les prévisions pour 2026-2027.

Aucun.

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Renseignements particuliers – 3e opposition officielle

Étude des crédits 2026-2027

Question **25**

Nombre, nature et résultat des plaintes déposées devant le Conseil de la justice administrative depuis sa création.

PLAINTES DÉPOSÉES AU CONSEIL DEPUIS SA CRÉATION À
L'ÉGARD D'UN MEMBRE ASSUJETTI À SA COMPÉTENCE

2270

Question **39**

Liste des mandats accordés en 2025-2026 à des avocats de la pratique privée, à des professeurs de droit ou à des juges par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes du gouvernement. Préciser :

- a. Le nom et l'adresse du professionnel;
- b. La description du mandat; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une prolongation;
- c. Le coût horaire et le coût total du mandat jusqu'à maintenant; le cas échéant, indiquer les mandats qui ont fait l'objet d'une dérogation quant au taux horaire applicable;
- d. Les prévisions des coûts pour 2026-2027 et pour l'ensemble du mandat confié;
- e. Le nom de l'étude, du cabinet ou de la société du professionnel, le cas échéant.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site internet de l'organisme. [Dépenses du Conseil de la justice administrative | Gouvernement du Québec.](#)